

## « Une privatisation des fonds publics », par Laurent Lévy

On n'entend plus que ce mot là : « nationalisations ». Les Belges, nous dit-on, auraient nationalisé une grande banque, à l'imitation de ce qu'aurait fait le gouvernement des États-Unis. Ce mot, sorti par la porte du vocabulaire politique d'une gauche devenue sociale-libérale depuis 1983 revient ainsi par la fenêtre dans celui de la droite néo-libérale. Mais comme il se doit, c'est au prix d'un pervertissement complet de son sens.

Si les nationalisations ont trop souvent pris la forme de simples étatisations, leur vocation dans les politiques de gauche était de restituer à la collectivité nationale les moyens matériels, industriels ou financiers de la production et de l'organisation économique. Il s'agissait d'orienter l'économie dans un sens qui lui permette d'échapper à l'emprise du capital. La nationalisation, autrement dit, était un moyen de socialiser, de collectiviser certains secteurs de l'économie, pour déterminer de nouvelles logiques de production et de distribution.

De substituer à celle du profit, celle de l'intérêt public. De mettre en cause la domination privée de l'économie, le pouvoir de l'argent, le règne d'une jungle où les puissants se nourrissent aux dépens des petits.

Les nationalisations devaient ainsi concerner des secteurs sains, puissants, riches de l'économie, pour que cette richesse, cette puissance, cette santé économique cessent d'être orientées dans l'intérêt des boursicoteurs de tout poil, et puissent servir de levier à d'audacieuses politiques sociales et démocratiques, dans l'intérêt du plus grand nombre.

Il ne s'agit pas ici d'embellir le principe de ces nationalisations, ni de surestimer le potentiel qu'elles pouvaient représenter, non plus que les conceptions politiques générales qui y avaient présidé. La vérité est d'ailleurs qu'un tel programme n'a jamais été vraiment réalisé, faute sans doute d'un courage politique suffisant, faute par le gouvernement de la gauche, de 1981 à 1983 d'avoir su, voulu, cherché à s'appuyer sur un mouvement populaire actif, et sur une démocratisation radicale des secteurs économiques ainsi nationalisés.

Mais cela n'autorise pas à y assimiler la tentative de sauvetage d'un système financier prédateur par le renflouement sur le dos des contribuables – et donc au préjudice de toute politique sociale – des caisses des spéculateurs.

Les opérations en cours dans divers pays capitalistes n'ont rien à voir avec ce que l'on pourrait appeler des nationalisations : non seulement il n'est pas question de remettre à

la collectivité les pôles les plus forts de l'économie, mais bien au contraire, on demande à la collectivité de mettre la main au portefeuille pour fournir des béquilles à un système bancaire et financier affaibli par la logique même de leur fonctionnement naturel ; de lui donner, en somme, un souffle nouveau pour pouvoir reprendre le cours de son règne sans partage sur le monde et sur la vie des plus humbles.

Loin de donner à un secteur public développé les moyens sur lesquels le capital assoit sa domination, il s'agit de donner au capital les moyens de la poursuivre. Ce n'est pas à la nationalisation des banques que l'on assiste, mais à la privatisation des fonds publics.

**Laurent Lévy, septembre 2008**

[http://lmsi.net/spip.php?article805&var\\_recherche=nationalisations](http://lmsi.net/spip.php?article805&var_recherche=nationalisations)

## **« Le tour de passe-passe des bonus », par Nicolas Dupont-Aignan**

La politique de soutien de l'Etat aux banques vient d'apporter un nouvel exemple de l'habileté tacticienne et médiatique de Nicolas Sarkozy : en convoquant à l'Elysée les dirigeants des grandes banques françaises pour leur faire renoncer à leurs bonus, le président de la République a semblé marquer de nouveaux points dans sa croisade de moralisation du capitalisme financier, censée permettre la refondation et la stabilisation du système.

Néanmoins, pour nécessaire qu'elle fût - et je la réclamais depuis longtemps avec mes amis gaullistes et républicains de Debout la République -, cette mesure spectaculaire n'a été, en l'espèce, qu'un contre-feu communicationnel destiné à faire oublier l'absence totale de contrepartie sérieuse (pas de prise de participation directe dans les établissements, donc pas de droit de vote ni de regard aux conseils d'administration) à l'octroi de la seconde tranche de 10,5 Mds € d'aide aux banques, accordée au même moment.

Ainsi, à l'heure où les établissements bancaires reconstituent leurs marges à vitesse grand V grâce à l'argent du contribuable mais sans faciliter les conditions d'accès au crédit (raison d'être, pourtant, des largesses de l'Etat), le président de la République monte en épingle un sujet symbolique pour mieux occulter le fait qu'il s'est couché sur l'essentiel. Chapeau l'artiste : à n'en pas douter, les Français n'y verront que du feu, à l'instar d'ailleurs des médias qui n'ont guère dénoncé le tour de passe-passe !

Rebelote, les banques ne seront donc soumises à aucune contrainte dans l'utilisation des milliards d'euros que l'Etat met à nouveau à leur disposition. Quoi d'étonnant, dès lors, que les banquiers se soient précipités au palais de l'Elysée en affichant des mines de pénitents ? C'est bien connu : « Pour vivre heureux, vivons cachés ! »

Les libéraux nous ont expliqué à voix basse que l'Etat ne devait en aucun cas prendre une participation dans l'actionnariat des banques (seul moyen d'établir un vrai contrôle de leur activité et de leur gestion), sous peine de fausser les règles du marché, de permettre à la puissance publique de faire ce qu'elle ne sait pas faire et de léser les actionnaires. Mais qui ne se rend compte, au-delà de ces arguments d'allure spécieuse, qu'il s'agit surtout de leur permettre d'empocher l'argent des contribuables sans rendre de comptes ?

N'est-il pas étrange que ces mastodontes, qui portent une part écrasante de responsabilité dans la crise (voir, dernière en date, l'affaire Madoff), s'exonèrent des règles les plus élémentaires qu'ils imposent aux PME lorsqu'ils acceptent encore de les financer, à savoir une entrée au capital de ces entreprises pour mieux les surveiller ? Où est donc passé ce dogme imperturbable et fatal des grands argentiers, selon lequel « qui paie, décide » ? Les Français vont-ils accepter encore longtemps que l'on dilapide l'argent public en leur nom, pour permettre à des dirigeants qui ont failli de répéter en boucle avec le plus grand mépris : « Faites ce que je dis, pas ce que je fais ! » ?

**Nicolas Dupont-Aignan, janvier 2009**

[http://contreinfo.info/article.php3?id\\_article=2519](http://contreinfo.info/article.php3?id_article=2519)

## « À propos des nouveaux philosophes et d'un problème plus général », par Gilles Deleuze

*[Texte publié en mai 1977, comme Supplément au n°24 de la revue bimestrielle Minuit. Mis en ligne en octobre 2008 sur le site de l'Acrimed.]*

« Je crois que leur [les nouveaux philosophes] pensée est nulle. Je vois deux raisons possibles à cette nullité. D'abord ils procèdent par gros concepts, aussi gros que des dents creuses, LA loi, LE pouvoir, LE maître, LE monde, LA rébellion, LA foi, etc. Ils peuvent faire ainsi des mélanges grotesques, des dualismes sommaires, la loi et le rebelle, le pouvoir et l'ange. En même temps, plus le contenu de pensée est faible, plus le penseur prend d'importance, plus le sujet d'énonciation se donne de l'importance par rapport aux énoncés vides (« moi, en tant que lucide et courageux, je vous dis..., moi, en tant que soldat du Christ..., moi, de la génération perdue..., nous, en tant que nous avons fait mai 68..., en tant que nous ne nous laissons plus prendre aux semblants... ») [...] Ce retour massif à un auteur ou à un sujet vide très vaniteux, et à des concepts sommaires stéréotypés, représente une force de réaction fâcheuse.

[...] En France on a longtemps vécu sur un certain mode littéraire des « écoles ». Et c'est déjà terrible, une école : il y a toujours un pape, des manifestes, des déclarations

du type « je suis l'avant-garde », (les excommunications, des tribunaux, des retournements politiques, etc).

En principe général, on a d'autant plus raison qu'on a passé sa vie à se tromper, puisqu'on peut toujours dire « je suis passé par là ». C'est pourquoi les staliniens sont les seuls à pouvoir donner des leçons d'antistalinisme. Mais enfin, quelle que soit la misère des écoles, on ne peut pas dire que les nouveaux philosophes soient une école. Ils ont une nouveauté réelle, ils ont introduit en France le marketing littéraire ou philosophique, au lieu de faire une école.

[...] Nous sommes depuis longtemps en période électorale. Or, les élections, ce n'est pas un point local ni un jour à telle date. C'est comme une grille qui affecte actuellement notre manière de comprendre et même de percevoir. On rabat tous les événements, tous les problèmes, sur cette grille déformante.

Les conditions particulières des élections aujourd'hui font que le seuil habituel de connerie monte. C'est sur cette grille que les nouveaux philosophes se sont inscrits dès le début. Il importe peu que certains d'entre eux aient été immédiatement contre l'union de la gauche, tandis que d'autres auraient souhaité fournir un *brain-trust* de plus à Mitterrand.

Une homogénéisation des deux tendances s'est produite, plutôt contre la gauche, mais surtout à partir d'un thème qui était présent déjà dans leurs premiers livres : la haine de 68. C'était à qui cracherait le mieux sur mai 68. C'est en fonction de cette haine qu'ils ont construit leur sujet d'énonciation : « Nous, en tant que nous avons fait mai 68 (? ?), nous pouvons vous dire que c'était bête, et que nous ne le ferons plus. » Une rancœur de 68, ils n'ont que ça à vendre.

C'est en ce sens que, quelle que soit leur position par rapport aux élections, ils s'inscrivent parfaitement sur la grille électorale. A partir de là, tout y passe, marxisme, maoïsme, socialisme, etc., non pas parce que les luttes réelles auraient fait surgir de nouveaux ennemis, de nouveaux problèmes et de nouveaux moyens, mais parce que LA révolution doit être déclarée impossible, uniformément et de tout temps.

C'est pourquoi tous les concepts qui commençaient à fonctionner d'une manière très différenciée (les pouvoirs, les résistances, les désirs, même la « plèbe ») sont à nouveau globalisés, réunis dans la fade unité du pouvoir, de la loi, de l'État, etc. C'est pourquoi aussi le Sujet pensant revient sur la scène, car la seule possibilité de la révolution, pour les nouveaux philosophes, c'est l'acte pur du penseur qui la pense impossible.

Ce qui me dégoûte est très simple : les nouveaux philosophes font une martyrologie, le Goulag et les victimes de l'histoire. Ils vivent de cadavres. Ils ont découvert la fonction-témoin, qui ne fait qu'un avec celle d'auteur ou de penseur.

Mais il n'y aurait jamais eu de victimes si celles-ci avaient pensé comme eux, ou parlé comme eux. Il a fallu que les victimes pensent et vivent tout autrement pour donner matière à ceux qui pleurent en leur nom, et qui pensent en leur nom, et donnent des leçons en leur nom. Ceux qui risquent leur vie pensent généralement en termes de vie, et pas de mort, d'amertume et de vanité morbide. Les résistants sont plutôt de grands vivants. Jamais on n'a mis quelqu'un en prison pour son impuissance et son pessimisme, au contraire.

Du point de vue des nouveaux philosophes, les victimes se sont fait avoir, parce qu'elles n'avaient pas encore compris ce que les nouveaux philosophes ont compris. Si

je faisais partie d'une association, je porterais plainte contre les nouveaux philosophes, qui méprisent un peu trop les habitants du Goulag.

[...]Ce ne sont pas les nouveaux philosophes qui importent. Même s'ils s'évanouissent demain, leur entreprise de marketing sera recommencée.

Elle représente en effet la soumission de toute pensée aux médias ; du même coup, elle donne à ces médias le minimum de caution et de tranquillité intellectuelles pour étouffer les tentatives de création qui les feraient bouger eux-mêmes.

Autant de débats crétins à la télé, autant de petits films narcissiques d'auteur, d'autant moins de création possible dans la télé et ailleurs.

Je voudrais proposer une charte des intellectuels, dans leur situation actuelle par rapport aux médias, compte tenu des nouveaux rapports de force : refuser, faire valoir des exigences, devenir producteurs, au lieu d'être des auteurs qui n'ont plus que l'insolence des domestiques ou les éclats d'un clown de service. Beckett, Godard ont su s'en tirer, et créer de deux manières très différentes : il y a beaucoup de possibilités, dans le cinéma, l'audio-visuel, la musique, les sciences, les livres...

Mais les nouveaux philosophes, c'est vraiment l'infection qui s'efforce d'empêcher tout ça. Rien de vivant ne passe par eux, mais ils auront accompli leur fonction s'ils tiennent assez la scène pour mortifier quelque chose. »

**Gilles Deleuze, mai 1977**

Pour lire l'article en entier : <http://www.acrimed.org/article2989.html>

### **Extrait de Stig Dagerman, *La dictature du chagrin & autres écrits politiques (1945-1950)*, Agone 2001**

[*Note de l'éditeur*] Nous, c'est à chaque fois que les instruments de propagande démocratiques nationalisent la mort d'une princesse, d'un acteur, d'une religieuse, d'un coureur automobile pour faire oublier dans les chaumières les raisons de se révolter qu'on pense à ce texte de l'écrivain et journaliste anarchiste suédois Stig Dagerman, que nous avons édité voilà quelques années. Les journalistes qui lui posaient les mêmes questions insipides qu'ils posent chaque années aux prix Nobel de littérature ont-ils demandé à quoi pensait Le Clézio en recevant la nouvelle de sa nomination ? « Je suis ému et heureux. Je ne m'y attendais pas. Quand le téléphone a sonné, j'étais en train de lire *La Dictature du chagrin*, de Stig Dagerman. »

*Rédigé à l'occasion du deuil national qui suivit le décès du roi Gustave V, cet article constituait, en date du 4 novembre 1950, l'éditorial d'Arbetaren (Le Travailleur), journal de la Fédération anarcho-syndicaliste suédoise dont Stig Dagerman fut membre pendant toute sa vie. L'article provoqua de très vives réactions dans la presse et Dagerman fut invité à aborder de nouveau ce sujet sur les ondes de la radio suédoise le 16 décembre 1950.*

« La semaine a été longue pour le peuple suédois. Il est vrai qu'il est normal que le chagrin fasse trouver le temps long. Mais, en comparaison du chagrin organisé, le chagrin spontané va vite en besogne. La semaine qui vient de s'écouler a été riche en enseignements dans la mesure où, pour la première fois, elle nous a permis de constater dans notre propre pays quelles forces effroyables se déchaînent lorsque, dans une société moderne, tous les moyens d'information sont mis en même temps au service d'une seule et unique fin : organiser le chagrin, construire un mythe.

Ce que nous venons de vivre n'est rien de moins que le spectacle d'une dictature à l'œuvre. Certes, il s'est agi au premier chef du côté journalistique de la dictature, mais cela a été bien suffisant. Cela a même été plus que suffisant. Pour un démocrate, le spectacle d'une démocratie qui se nie elle-même sur un point capital est certainement plus pénible que le deuil national en lui-même. Il est en toutes circonstances inadmissible d'ériger le conformisme en système, mais cela l'est particulièrement quand il s'agit des convenances. Même lors du décès d'un souverain, il existe un respect qui prime le recueillement : c'est celui de la démocratie.

Mais qui pourrait contester que ce respect a été bafoué lorsqu'on voit des journaux d'opinions et de préjugés fort divers négliger, de sang-froid et à un moment aussi important, leurs fonctions démocratiques normales pour se livrer à une campagne de mise en condition dans laquelle le recueillement est indissociablement mêlé au mensonge public ? Il ne saurait être question de mettre en cause le chagrin spontané : comme tout sentiment vrai, il est respectable. C'est le chagrin organisé qui est détestable parce que, au fond, il est faux, froid et gourmand. La semaine passée nous a appris que le chagrin pouvait être utilisé comme nouvelle à sensation, comme support de publicité et même comme moyen de jouissance. Elle nous a également appris que même une presse démocratique peut prétendre être la voix du peuple alors qu'elle est en fait en train de faire violence à son âme. Dans ce contexte, il convient que passe à la postérité le spectacle de Bang, l'éditorialiste du Dagens Nyheter, présentant le nouveau monarque à l'Histoire, au nom du peuple unanime, du haut d'un réverbère sur le pont du Nord.

Mais la dictature du chagrin n'a pas seulement asservi la presse. On a également pu la rencontrer dans bien des administrations aux locaux drapés de noir, où l'hypocrisie vêtue de sombre était plus appréciée que les costumes clairs. On a pu la croiser en flânant dans les rues commerçantes et en voyant les boutiques transformées, à l'aide de portraits, de crêpes, de drapeaux et de bougies, en chapelles ardentes du négoce. On a pu l'entendre se manifester à la radio en apprenant au cours de l'émission de musique enregistrée que le fox-trot prévu serait remplacé par Ô pays béni des dieux. Même le fédéralisme mondial n'y a pas échappé. La postérité doit absolument savoir que la soirée du Mouvement pour le fédéralisme mondial a débuté, le 2 novembre, par un éloge funèbre au cours duquel la mémoire du symbole suprême de la nation fut saluée par des représentants de l'internationalisme !

On peut traiter tout cela de futilités mais ce sont alors des futilités fort significatives, parce qu'elles prouvent que la dictature du chagrin n'est pas moins stupide lorsqu'il se trouve qu'elle se donne en spectacle dans une démocratie. Personne ne peut soutenir que le défunt ait été partisan du fédéralisme mondial. Alors pourquoi faire comme si son décès était une perte pour le mouvement fédéraliste ? Personne ne peut prouver qu'il détestait le fox-trot. Alors pourquoi le remplacer par Ô pays béni des dieux ? Eh bien, parce que la dictature du chagrin l'exige. Et parce que le respect de la démocratie ne pèse pas lourd face à celui de la monarchie.

Les républicains d'hier peuvent bien soutenir qu'il n'existe aucune contradiction entre la démocratie du « foyer du peuple » et la monarchie du « château du peuple » [1]. C'est peut-être vrai si, par démocratie, on entend seulement une technique d'exercice du pouvoir ou une machine gouvernementale. Mais, jadis, le mot démocratie signifiait plus que cela. Jadis, il avait une signification spirituelle. Il désignait un sentiment et une façon de vivre, un style et une dignité. Il était l'expression du caractère sacré de l'individu.

S'il existe encore des gens qui soient prêts à lui accorder ce sens, il convient de dire que la semaine écoulée a porté de rudes atteintes à la démocratie et il est également facile de dire en quoi consistent ces atteintes. Elles résident dans le fait qu'un seul être humain a été glorifié aux dépens de tous les autres, en partie du fait de ses mérites mais surtout du fait de mérites qui ne lui revenaient pas. Le Suédois moyen a connu l'humiliation de se voir abandonné de tous ceux qui, d'habitude, tirent avantage de pouvoir parler en son nom. Presque tous les orateurs ont rivalisé d'efforts pour lui inculquer l'idée que ce qui vient de se passer est un malheur sans précédent. On lui a même donné le sentiment que, quoi qu'il puisse lui arriver en ce moment, personne n'aurait de temps, de larmes ou de place dans les journaux pour le plaindre. Les forces qui auraient dû rétablir une proportion décente entre la véritable contribution du défunt et celle que la psychose lui attribue se sont révélées honteusement défailtantes.

Cette longue semaine a de quoi nous faire peur par ce qu'elle nous a appris. D'une part, elle a confirmé ce que l'on soupçonnait depuis longtemps, à savoir que notre démocratie suédoise est dépourvue de tout sentiment du sens profond de la démocratie. D'autre part, elle a montré que le principe de la monarchie n'est pas plus compatible maintenant qu'auparavant avec celui de la dignité de l'homme. Enfin, elle a révélé que, chez la plupart de ceux qui façonnent l'opinion démocratique de ce pays, il n'y a pas plus d'instinct démocratique que dans une bordure de trottoir de la cour du palais royal. »

**Stig Dagerman**

<http://atheles.org/agone/memoiressociales/ladictatureduchagrin>

Note [1] : Due aux sociaux-démocrates des années 1930, la métaphore du « foyer du peuple » symbolise la démocratie suédoise. Le « château du peuple » parodie la vanité de ce slogan.

## « La deuxième mort du judaïsme », par Eric Hazan

Les millions de juifs qui ont été exterminés par les nazis dans les plaines de Pologne avaient des traits communs qui permettent de parler d'un judaïsme européen. Ce n'était pas tant le sentiment d'appartenance à un peuple mythique, ni la religion car beaucoup d'entre eux s'en étaient détachés : c'étaient des éléments de culture commune. Elle ne se réduisait pas à des recettes de cuisine, ni à des histoires véhiculant le fameux humour juif, ni à une langue, car tous ne parlaient pas le yiddish. C'était quelque chose de plus profond, commun sous des formes diverses aux ouvriers des usines textiles de Lodz et aux polisseurs de diamants d'Anvers, aux talmudistes de Vilna, aux marchands de légumes d'Odessa et jusqu'à certaines familles de banquiers comme celle d'Aby Warburg. Ces gens-là n'étaient pas meilleurs que d'autres, mais ils n'avaient jamais exercé de souveraineté étatique et leurs conditions d'existence ne leur offraient comme issues que l'argent et l'étude.

Ils méprisaient en tout cas la force brutale, dont ils avaient souvent eu l'occasion de sentir les effets. Beaucoup d'entre eux se sont rangés du côté des opprimés et ont participé aux mouvements de résistance et d'émancipation de la première moitié du siècle dernier : c'est cette culture qui a fourni son terreau au mouvement ouvrier juif, depuis le Bund polonais, fer de lance des révolutions de 1905 et 1917 dans l'empire tsariste, jusqu'aux syndicats parisiens des fourreurs et des casquettiers, dont les drapeaux portaient des devises en yiddish et qui ont donné, dans la M.O.I., bien des combattants contre l'occupant. Et c'est sur ce terrain qu'ont grandi les figures emblématiques du judaïsme européen, Rosa Luxembourg, Franz Kafka, Hannah Arendt, Albert Einstein. Après guerre, nombre des survivants et de leurs enfants soutiendront les luttes d'émancipation dans le monde, les Noirs américains, l'ANC en Afrique du Sud, les Algériens dans leur guerre de libération.

Tous ces gens sont morts et on ne les ressuscitera pas. Mais ce qui se passe en ce moment à Gaza les tue une seconde fois. On dira que ce n'est pas la peine de s'énerver, qu'il y a tant de précédents, de Deir Yassin à Sabra et Chatila. Je pense au contraire que l'entrée de l'armée israélienne dans le ghetto de Gaza marque un tournant fatal. D'abord par le degré de brutalité, le nombre d'enfants morts brûlés ou écrasés sous les décombres de leur maison : un cap est franchi, qui doit amener, qui amènera un jour le Premier ministre israélien, le ministre de la Défense et le chef d'État-major sur le banc des accusés de la Cour de justice internationale.

Mais le tournant n'est pas seulement celui de l'horreur et du massacre de masse des Palestiniens. Il y a deux points qui font des événements actuels ce qui est advenu de plus grave pour les juifs depuis Auschwitz. Le premier, c'est le cynisme, la manière ouverte de traiter les Palestiniens comme des sous-hommes, les tracts lâchés par des avions annonçant que les bombardements vont être encore plus meurtriers, alors que

la population de Gaza ne peut pas s'enfuir, que toutes les issues sont fermées, qu'il n'y a plus qu'à attendre la mort dans le noir.

Ce genre de plaisanterie rappelle de façon glaçante le traitement réservé aux juifs en Europe de l'Est pendant la guerre, et sur ce point j'attends sans crainte les hauts cris des belles âmes stipendiées. L'autre nouveauté, c'est le silence de la majorité des juifs. En Israël, malgré le courage d'une poignée d'irréductibles, les manifestations de masse sont menées par des Palestiniens. En France, dans les manifestations du 3 et du 10 janvier, le prolétariat des quartiers populaires était là, mais des hurlements de colère d'intellectuels juifs, de syndicalistes, de politiciens juifs, je n'en ai pas entendu assez.

Au lieu de se satisfaire des âneries du gouvernement et du CRIF (« ne pas importer le conflit »), il est temps que les juifs viennent en masse manifester avec les « arabo-musulmans » contre l'inacceptable. Sinon, leurs enfants leur demanderont un jour « ce qu'ils faisaient pendant ce temps-là » et je n'aimerais pas être à leur place quand il leur faudra répondre.

**Eric Hazan**

<http://www.protection-palestine.org/spip.php?article6846>